Avant le déclenchement du plan grand froid, 400 personnes étaient à la rue plus des centaines d'autres en cabanes, ou dans des squats pourris souvent sans eau ni électricité. Des centaines de personnes, des familles entières sont à la rue. La situation faite aux enfants scolarisés est particulièrement inacceptable et interpelle vraiment parents et enseignants dans les écoles concernées et au delà. Une situation qui touche maintenant de nouvelles familles victimes des inégalités, de la précarité, du chômage, qui ne peuvent plus payer les charges de leur logement.

Cette situation n'est pas nouvelle et vous le savez bien. Nous sommes déjà venu à deux reprises vous interpeller sur cette situation et toujours rien. Depuis le 2 décembre nous discutons dans un groupe de travail avec l'ensemble des acteurs institutionnels et rien d'essentiel ne bouge alors que la situation s'aggrave. Nous exigeons des actes. rien d'essentiel ne bouge et la situation s'aggrave. D'après le baromètre hivernal du 115 de la FNARS (Fédération Nationale des Associations de Réinsertion Sociale) le département de la Loire à le 115 le plus inefficace de France :en décembre 91 % des appels au 115 n'ont pas été suivis d'effet faute de places.

Nous sommes tous concernés, le droit au logement est un droit fondamental, il n'est pas acceptable qu'un seul individu couche dehors. Notre collectif et des collectifs amis ont dû réquisitionner des logements vides pour faire face à l'urgence. Et c'est dans ce contexte que les 33 personnes dont 18 enfants hébergées dans l'immeuble de la Perrotière vide depuis plusieurs années, que nous avons réquisitionné, ont reçu en plein cœur de l'hiver un commandement à quitter les lieux dans le cadre d'une procédure d'expulsion.

La situation est trop grave aujourd'hui, et nous sommes ici ce soir, pour que les choses changent. Ce n'est pas d'expulsion que nous voulons entendre parler. Madame la Préfète a écrit à chacun d'entre vous pour que vous proposiez des solutions d'hébergement. Vous avez tous sur vos communes des bâtiments vides. Nous vous demandons de les mettre à disposition pour tous les sans-abri. Parce que la solution est là, dans la mobilisation de tous ces immeubles et logements vacants. C'est d'intérêt général. Ce serait mieux que de les détruire. Il est nécessaire d'arrêter cette politique de destruction massive de logements qui n'a rien à voir avec le droit au logement pour tous particulièrement pour les familles les plus précarisées.

Ce n'est pas en refusant de voir la grande précarité dans laquelle se trouve le département qu'on aidera chacune de ces familles. Si le département est dans une situation économique encore plus désastreuse que la moyenne nationale ce n'est pas la faute de la population ligérienne. Par contre, c'est bien aux collectivités locales et aux pouvoirs publics de faire face. Les valeurs solidarité qui sont le ciment de toute société, et qui sont partagées par toute une partie de nos concitoyens, vous devriez être les premiers à les mettre en avant et ne pas céder aux réactions xénophobes et individualistes.

Nous sommes venus à votre rencontre ce soir car c'est le seul lieu où nous savions pouvoir rencontrer les responsables de chacune des communes de l'agglomération. Nous espérons que vous mesurerez l'ampleur et la gravité de ce problème de logements. Nous attendons de vous des réponses concrètes pour répondre au plus vite à l'urgence, mais également trouver des réponses à plus long terme et pérennes.

Nous vous demandons d'ouvrir le débat dès à présent et en notre présence.